

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA COMMUNE D'ALFORTVILLE

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION	6
Annexe unique protocole accord	7

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par une convention de mandat signée le 27 août 1992, la région Île-de-France a mandaté la commune d'Alfortville pour qu'elle fasse réaliser un équipement culturel en vue d'y installer les services de l'Orchestre national d'Ile-de-France (ONDIF).

Cette convention a fait l'objet d'un avenant n° 1 signé le 24 mars 1994 dont l'article 27 disposait : *« la Ville se porte fort de la mise à disposition gratuite au profit de l'Orchestre National d'Ile-de-France, pour une durée illimitée, de dix places de stationnement, en sous-sol de l'équipement culturel ».*

Par une décision du 18 juillet 2016, la Commune a résilié unilatéralement la convention de mandat précitée et demandé à la Région de faire cesser l'utilisation des dix places de stationnement d'ici au 31 août 2016.

La Région a contesté cette décision en justice et par un jugement du 15 mars 2018, le tribunal administratif de Melun a enjoint à la Commune de reprendre les relations contractuelles avec la Région sur la base de l'article 27 de l'avenant à la convention de mandat du 27 août 1992 à compter de la notification du jugement.

La commune n'ayant pas proposé de mesure d'exécution de cette décision de justice répondant aux besoins de l'ONDIF, la Région a saisi le Tribunal administratif de Melun d'une demande d'exécution et ce dernier a ordonné l'ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de prescrire les mesures d'exécution du jugement précité.

Des pourparlers ont été engagés entre les parties.

La Commune a fait part à la Région de l'impossibilité matérielle d'exécuter le jugement à laquelle elle est confrontée dès lors qu'elle a désormais perdu la maîtrise foncière des places de stationnement en sous-sol de l'ONDIF.

La Région a, elle, fait part des contraintes opérationnelles pesant sur les services de l'ONDIF.

A l'issue des discussions, les parties sont convenues d'une proposition alternative, à savoir : la mise à disposition illimitée par la commune aux services de l'Orchestre de places de stationnement à proximité immédiates de l'équipement culturel : 7 places dans le parking en sous-sol situé au 1 rue du 14 Juillet à Alfortville et de 3 places en surface devant le bâtiment.

Le présent rapport a pour objet de faire approuver un protocole d'accord transactionnel aux termes duquel la commune met à disposition des services de l'ONDIF les places précitées et en contrepartie, la Région se désiste de son recours en exécution du jugement du 15 mars 2018.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 SEPTEMBRE 2025

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA COMMUNE D'ALFORTVILLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU Le Code général des collectivités territoriales,

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2058,

VU La délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission

VU Le jugement du tribunal administratif de Melun n° 1607690 du 15 mars 2018

VU L'ordonnance n° 2205843-2 du 16 juin 2022 du Président du tribunal administratif de Melun ordonnant l'ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de prescrire les mesures d'exécution du jugement n° 1607690 du 15 mars 2018

VU l'avis de la commission de la culture ;

VU le rapport n°CP 2025-266 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article unique :

Décide d'approuver le protocole d'accord transactionnel avec la commune d'Alfortville figurant en annexe et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Annexe unique protocole accord

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La commune d'Alfortville, collectivité territoriale ayant son siège sis Place François Mitterrand 94140 ALFORTVILLE, représentée par le Maire en exercice, domicilié en cette qualité audit siège, dûment habilité par délibération conseil municipal n° XXX en date du XXX

Ci-après désignée « La Commune »

ET

La région Île-de-France, collectivité territoriale ayant son siège sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente du conseil régional en exercice, Madame Valérie Pécresse, domiciliée en cette qualité audit siège, dûment habilitée par délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2025-254 en date du 25 septembre 2025

Ci-après désignée « La Région »

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE CE QUI SUIV :

L'Orchestre national d'Ile-de-France (ci-après l'ONDIF) est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour objet la création et la gestion d'une formation orchestrale régionale de haute qualité, destinée à faire rayonner la vie musicale dans les domaines symphoniques, lyriques, chorégraphiques et instrumentaux, tant au niveau régional que national et international.

Jusque dans les années 1990, le personnel artistique et administratif de l'ONDIF était réparti entre plusieurs sites, dans des locaux exigus et peu fonctionnels.

La Région a permis à l'ONDIF de s'implanter dans un unique site plus adapté à sa mission en finançant la construction d'un équipement culturel performant sis 17/19 rue des Ecoles à Alfortville.

Par une convention de mandat signée le 27 août 1992, la Région Ile-de-France a mandaté la commune d'Alfortville pour qu'elle fasse réaliser un équipement culturel en vue d'y installer les services de l'ONDIF

Dans cette même convention, les engagements suivants étaient pris :

- La commune s'engageait à céder à la Région les droits à construire pour un montant de 1 euro symbolique.
- La Région s'engageait à assurer le financement de l'opération.

A la suite du choix par la Commune de l'équipe de maîtrise d'œuvre et de l'entreprise de travaux en charge du projet, cette convention a fait l'objet d'un avenant n° 1 signé le 24 mars 1994.

Selon l'article 27 de cet avenant : « *la Ville se porte fort de la mise à disposition gratuite au profit de l'Orchestre National d'Ile-de-France, pour une durée illimitée, de dix places de stationnement, en sous-sol de l'équipement culturel* ».

Par un acte notarié des 6 et 21 avril 1995, la Commune a vendu à la Région le droit de superficie permettant la construction du lot volume numéro 3 dépendant de l'ensemble immobilier dit « orchestre national d'Ile-de-France ».

A la suite de la réception des travaux de construction de l'équipement culturel, la Commune a remis l'ouvrage à la Région par un procès-verbal du 1^{er} août 1996.

Dès septembre 1996, la Région a mis à disposition de l'ONDIF les locaux construits et l'ONDIF y a établi son siège social.

Par une décision du 18 juillet 2016, la Commune a résilié unilatéralement la convention de mandat précitée et demandé à la Région de faire cesser l'utilisation des dix places de stationnement d'ici au 31 août 2016.

La Région a contesté cette décision en justice en introduisant une requête en contestation de validité et en reprise des relations contractuelles.

Par un jugement n° 1607690 du 15 mars 2018, le tribunal administratif de Melun a enjoint à la Commune de reprendre les relations contractuelles avec la Région sur la base de l'article 27 de l'avenant à la convention de mandat du 27 août 1992 à compter de la notification du jugement : « Article 1^{er} : *Il est enjoint à la commune d'Alfortville de reprendre les relations contractuelles avec la région Ile-de-France sur la base de l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992 à compter de la notification du présent jugement* ».

Le 3 juillet 2018, la commune d'Alfortville a proposé une solution alternative consistant en la mise à disposition de dix places de stationnement dans un parking souterrain sis 2, rue Micolon à Alfortville, à 4 minutes à pied de l'Orchestre moyennant le paiement par l'ONDIF d'une caution de 420 €.

Par courrier du 22 mai 2019, la Région a décliné cette proposition au motif notamment qu'il ne répondait pas pleinement aux besoins de l'Orchestre en particulier concernant l'organisation de concerts hors site et a réitéré sa demande de voir exécuté le jugement précité. Il n'a pas été répondu à cette demande.

Aussi, la Région a-t-elle été contrainte de saisir le Tribunal administratif de Melun d'une demande d'exécution par requête en date du 7 août 2020.

Le Président du tribunal administratif de Melun a, par ordonnance n° 2205843-2 du 16 juin 2022, ordonné l'ouverture d'une procédure juridictionnelle en vue de prescrire les mesures d'exécution du jugement du 15 mars 2018 dès lors que la Commune ne justifiait pas avoir exécuté l'intégralité du jugement précité.

Dans le cadre de cette procédure juridictionnelle, la Commune a fait part à la Région de l'impossibilité matérielle d'exécuter le jugement du 15 mars 2018 à laquelle elle est confrontée dès lors qu'elle a désormais perdu la maîtrise foncière des places de stationnement en sous-sol de l'ONDIF.

La Région a, elle, fait part des contraintes opérationnelles pesant sur les services de l'ONDIF qui réalisent des opérations de manutention d'instruments de musique de valeur et fragiles parfois la nuit. Ces contraintes ont pour conséquence :

- La nécessité de places de stationnement à proximité immédiate de l'équipement culturel ;
- Le besoin de sécurisation desdites places.

La Commune s'est alors rapprochée des services de la Région et a formulé une proposition alternative à la clause de porte-fort prévue à l'avenant 1 de la convention de mandat.

La proposition de la Commune est la suivante :

- la mise à disposition de 7 places de stationnement dans le parking en sous-sol situé au 1 rue du 14 Juillet à Alfortville ;
- la mise à disposition de 3 places de parking en surface devant le bâtiment.

La Région s'est déclarée favorable à cette proposition aux conditions suivantes, s'agissant des places situées en surface, afin de garantir l'exclusivité de ces places au personnel de l'ONDIF :

1. La réalisation et l'entretien par la commune d'un marquage au sol ;
2. L'installation et l'entretien par la commune de barrières anti-parking.

Par courrier du 12 février 2025, l'ONDIF a confirmé que cette solution est suffisante pour permettre un fonctionnement opérationnel satisfaisant de l'Orchestre.

Après des discussions et un temps de réflexion suffisant, ayant pris l'exacte mesure de leurs désaccords, les parties ont décidé, en pleine connaissance de leurs droits respectifs, de se faire des concessions réciproques et de mettre fin à leurs litiges nés ou à naître par la conclusion du présent accord transactionnel.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 – OBJET DU PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de mettre un terme au différend opposant la Commune à la Région concernant l'exécution du jugement n° 1607690 du 15 mars 2018 afin d'éviter les aléas et charges qu'entraîneraient nécessairement la poursuite de la procédure contentieuse.

Article 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

La Commune exécute le jugement n° 1607690 du 15 mars 2018 par des mesures équivalentes à la clause de porte-fort de l'article 27 de l'avenant n° 1 à la convention de mandat précitée.

Pour ce faire, elle met disposition des services de l'ONDIF :

- 7 places de stationnement dans le parking en sous-sol situé au 1 rue du 14 Juillet à Alfortville ;
- 3 places de parking en surface devant l'équipement culturel.

Un plan de localisation desdites places est annexé au présent protocole.

La Commune mettra tous les moyens en œuvre afin d'assurer la pérennité et le caractère disponible des emplacements réservés en surface devant le bâtiment.

Ces places seront matérialisées par un marquage au sol et constamment entretenue par la Commune.

Des barrières anti-parking ou tout autre dispositif technique approprié pourront le cas échéant être posés si cela s'avérait nécessaire à la protection des emplacements normalement réservés.

Ces places de stationnement sont mises à disposition pour une durée illimitée.

Dans l'hypothèse où la Commune, pour quelque raison que ce soit, n'était plus en mesure d'assurer la mise à disposition de ces 10 places de stationnement, elle s'engage, dans les plus brefs délais à :

- en informer la Région ;
- formuler une nouvelle solution alternative à la clause de porte fort précitée répondant aux contraintes opérationnelles de l'ONDIF.

En cas de survenance de l'éventualité mentionnée ci-dessus, le présent protocole continuerait à s'appliquer tant que la Région n'aurait pas accepté la solution alternative dans le cadre d'un avenant audit protocole signé des deux parties.

En contrepartie, la Région se désiste de son recours en exécution du jugement 1607690 du 15 mars 2018.

La Région transmettra un mémoire en désistement d'instance et d'action dans un délai maximal de 15 jours suivant la mise à disposition effective des places.

La Commune s'engage à accepter purement et simplement ce désistement.

Article 3 – VALEUR TRANSACTIONNELLE

Les parties s'étant consenties des concessions réciproques, le présent protocole constitue un accord transactionnel aux termes des articles 2044 et suivants du code civil, et revêt entre les parties l'autorité de la chose jugée.

Article 4 – ENTREE EN VIGUEUR

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- l'accomplissement par la Commune des formalités prévues par l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales
- l'accomplissement par la Région des formalités prévues par l'article L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales

Le

Le Maire,
Luc CARVOUNAS

Le

Pour la présidente de la région Île-de-France

ANNEXES :

1. Convention de mandat signée le 27 aout 1992
2. Avenant n° 1 à la convention de mandat du 24 mars 1994
3. Jugement du tribunal administratif de Melun n° 1607690 du 15 mars 2018
4. Plan de localisation des places de stationnement en surface mises à disposition
5. Courrier du Maire d'Alfortville à la présidente de Région du 7 juillet 2025

Annexe 1 au protocole d'accord transactionnel

Convention de mandat signée le 27 aout 1992

CONVENTION DE MANDAT

E. 886

du 26 JUI 1982 n° 13

Le Maire
Par délégation du Maire
L'Adjoint



ENTRE

- la Région d'Ile-de-France, dont le siège est 33 rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Michel GIRAUD, dûment habilité à cette fin par délibération du Conseil régional d'Ile-de-France en date du

Ci-après dénommée la Région,

d'une part

ET

- la ville d'Alfortville, dont le siège est Hôtel de Ville, Place de la Mairie - 94140 ALFORTVILLE, représentée par le Maire, Monsieur René ROUQUET, dûment habilité à cette fin par délibération du Conseil municipal en date du (26.06.1982) n° 13

Ci-après dénommée la Ville,

d'autre part

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Le Conseil régional d'Ile-de-France, dans le cadre de sa politique culturelle, subventionne l'Orchestre National d'Ile-de-France et assure auprès de lui un rôle de tutelle en collaboration avec le Ministère de la Culture.

Pour les besoins de développement de l'Orchestre National d'Ile-de-France, le Conseil Régional a décidé de lui donner une nouvelle implantation, lui permettant de bénéficier d'une infrastructure performante et de regrouper en un même lieu l'ensemble de ses services : artistiques, d'administration et de régie.

Par ailleurs, la ville d'Alfortville doit réaliser, sur son territoire, dans le cadre de la zone d'aménagement concerté multisite Blanqui-Hugo, la Cité du Spectacle destinée à accueillir notamment des formations artistiques et des entreprises culturelles. Elle comprendra : des studios de répétitions, une salle de spectacle, un auditorium, un conservatoire de musique, une médiathèque, des locaux d'activité, des bureaux, un centre de services, ainsi que restaurants, cafétérias, foyers, bars, librairies et un parking public.

De la conjonction de ces deux projets complémentaires est née l'idée de les rapprocher en un périmètre commun, afin de favoriser leurs relations et d'enrichir leur environnement respectif.

Le Maire, soussigné, certifie que le présent acte a été signé par le Représentant de la Région d'Ile-de-France en date du 26 JUI 1982

est en application de la loi n° 82.623 du 21 JUI 1982

Par délégué et par délégation,
L'Adjoint :



La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation de l'équipement culturel destiné à l'Orchestre National d'Ile-de-France, ci-après dénommé l'équipement culturel.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I : CLAUSES GENERALES

Article 1er : Objet

La présente convention a pour objet :

- de prévoir les modalités de cession des droits à construire à la Région, en vue de la réalisation de l'équipement culturel ;

- de confier à la ville, qui l'accepte, le soin de réaliser l'équipement culturel, en état de marche, tel que prévu au programme et à l'enveloppe financière prévisionnelle définis en annexes 1, 2 et 3, au nom et pour le compte de la Région dans les conditions fixées ci-après, conformément aux dispositions du titre 1er de la loi n° 85.704 du 12 juillet 1985, de l'article 9 de la loi n° 91.3 du 3 janvier 1991 et du titre 1er du décret n° 92.311 du 31 mars 1992.

Article 2 : Programme et enveloppe financière prévisionnelle

L'équipement culturel à réaliser comporte des travaux de base et des équipements spéciaux préalablement définis par le maître d'ouvrage.

2.1. Travaux de base

2.1.1. Descriptif des travaux de base

- Des salles de répétition et de travail (et leurs annexes), des loges et services, des locaux administratifs, des locaux techniques, des aires de chargement et de déchargement des matériels et des instruments, des aires de circulation correspondantes et des aires de circulation du public, conformément au programme et au descriptif des travaux de base (jointes en annexe 1 et 2).

.../...

2.1.2. Coût global des travaux de base et des honoraires correspondants

Le coût global des travaux de base de l'équipement culturel et des honoraires correspondants, conformes au programme et au descriptif joints en annexes, est facturé à la Région 18 400 000 F/Hors taxes (dix-huit millions quatre cent mille francs), valeur décembre 1991, majorés de la TVA. Ce prix est forfaitaire, non révisable. Il est actualisable à la date de notification du premier marché de travaux conclu pour sa construction, par application de l'indice BTO1. En cas de retard intervenant antérieurement à cette date de notification, et si ce retard n'est pas imputable à la Ville, la date d'actualisation sera reportée d'autant.

La Ville s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme, du calendrier prévisionnel de réalisation et de l'enveloppe financière ainsi définie, qu'elle accepte.

2.2. Equipements spéciaux

Le descriptif des équipements spéciaux à réaliser ainsi que leur coût estimatif, non forfaitarisé, figurent en annexe 3. Leur montant, est plafonné à 3 MF HT (valeur juin 1992).

2.3. Le financement des travaux fera l'objet d'une demande de subvention auprès du Ministère de la Culture, Direction de la Musique, au profit de l'Orchestre National d'Ile-de-France ou de la Région d'Ile-de-France.

Dans le cas où la subvention serait inférieure au coût des équipements spéciaux, le Conseil régional d'Ile-de-France assurerait le financement manquant ou conviendrait avec la Ville, par un avenant à la présente convention, des aménagements à retenir.

2.4. Dans le cas où, au cours de la mission, la Région estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme, à son initiative ou sur proposition de la Ville, un avenant à la présente convention devrait être conclu d'un commun accord entre les parties.

Article 3 : Mission de la Ville

3.1. La mission de la Ville porte sur les éléments suivants :

- a) définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé ;
- b) choix des maîtres d'oeuvre ;
- c) signature et gestion des marchés de maîtrise d'oeuvre ;

.../...

- d) choix du contrôleur technique et autres prestataires d'études ou d'assistance ; signature et gestion des marchés de contrôle technique, d'études ou d'assistance ; versement de la rémunération du contrôleur technique et autres prestataires d'études ou d'assistance ;
- e) choix puis signature et gestion du contrat d'assurance du maître d'ouvrage ;
- f) choix des entrepreneurs et fournisseurs ;
- g) signature et gestion des marchés de travaux et fournitures ;
- h) gestion financière et comptable de l'opération ;
- i) gestion administrative, établissement et remise à la Région des dossiers nécessaires à l'exercice du contrôle technique et financier par celle-ci ;
- j) action en justice, dans les conditions prévues à l'article 4.3 ci-après ;

et, d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ses missions.

3.2. La Région autorise expressément la Ville à confier l'exécution des missions énumérées ci-dessus à la Société d'Economie Mixte de la Ville d'Alfortville (S.E.M.V.A.), sous son contrôle, la SEMVA étant l'auxiliaire opérationnel de la Ville.

La Ville demeurera cependant entièrement responsable à l'égard de la Région de l'exécution de ses missions de maître d'ouvrage délégué pour la réalisation de l'équipement culturel.

Article 4 : Représentation de la Ville et de la Région

4.1. Pour l'exécution des missions qui lui sont confiées, la Ville sera représentée par la personne désignée par le Maire et qui sera seule habilitée à engager la responsabilité de la Ville pour l'exécution de la présente convention.

Le Président du Conseil régional désignera un représentant, qui aura notamment pour mission de donner l'accord de la Région sur l'avant-projet détaillé (APD), dans les conditions fixées à l'article 7, et de participer à la réception de l'équipement culturel, selon les modalités définies à l'article 10 ci-après.

4.2. Dans tous les actes et contrats passés par la Ville, celle-ci devra systématiquement indiquer qu'elle agit au nom et pour le compte de la Région.

.../...

Cette obligation sera imposée par la Ville à la SEMVA.

La Ville pourra agir en justice pour le compte de la Région jusqu'à la délivrance du quitus, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. La Ville devra, avant toute action, demander l'accord de la Région.

Toutefois, toute action en matière de garantie décennale et de garantie de bon fonctionnement n'est pas du ressort de la Ville ni de la SEMVA mais de la Région.

Article 5 : Terrain d'emprise

5.1. Le terrain d'emprise de l'équipement culturel, d'une superficie au sol d'environ 1 400 m², est situé sur la parcelle A2, rue des Ecoles à Alfortville, dans la zone d'aménagement concerté Blanqui-Hugo, selon le plan de géomètre (joint en annexe 6).

5.2. L'équipement culturel sera réalisé sur un parking souterrain. Il sera établi ultérieurement un état descriptif de division en volumes.

Article 6 : Durée

La présente convention prend effet à compter de la notification à la Ville de sa transmission à la Préfecture de la Région d'Ile-de-France et de la notification à la Région de sa transmission à la Préfecture du Val de Marne, à la plus tardive de ces deux dates. Elle prendra fin par la délivrance du quitus à la Ville.

CHAPITRE II : REALISATION DES TRAVAUX

Article 7 : Approbation de l'A.P.D.

En application de l'article 5 de la loi n° 85.704 du 12 juillet 1985, la Ville est tenue de solliciter l'accord préalable de la Région sur le dossier d'avant-projet détaillé.

A cet effet, le dossier correspondant sera adressé à la Région par la Ville, accompagné des propositions motivées de cette dernière.

La Région devra notifier sa décision à la Ville ou faire ses observations dans le délai maximum de 20 jours suivant la réception du dossier. A défaut, son accord sera réputé obtenu.

.../...

Article 8 : Passation des marchés

La ville devra imposer à la SEMVA, dans le cadre de la réglementation applicable à cette dernière et notamment les dispositions de l'article 9 de la loi n° 91.3 du 3 janvier 1991 et du titre 1er du décret n° 92.311 du 31 mars 1992, le respect de procédures de mise en concurrence, pour la passation des marchés de maîtrise d'oeuvre et de travaux, de nature à préserver les intérêts financiers des collectivités publiques. Il sera mis en place une commission ad hoc au sein de laquelle la Région sera représentée par le Président du Conseil régional, ou par son représentant, et la Ville par le Maire, ou par son représentant.

Article 9 : Délais d'exécution

La Ville s'engage à mettre l'ouvrage à la disposition de la Région au plus tard à l'expiration d'un délai de 18 mois, hors intempéries, à compter de la prise d'effet de la présente convention, selon le calendrier prévisionnel de réalisation (annexe 5). Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont la Ville ne pourra être tenue responsable.

La date d'effet de la mise à disposition de l'équipement culturel est déterminée dans les conditions fixées à l'article 11 ci-après.

Pour l'application des articles 10 et 11 ci-après, la remise des dossiers complets relatifs à l'opération, ainsi que du bilan général établi par la Ville, devra s'effectuer dans le délai de huit mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Article 10 : Accord sur la réception de l'équipement culturel

En application de l'article 4 de la loi n° 85.704 du 12 juillet 1985, la Ville est tenue d'obtenir l'accord préalable de la Région avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, la réception sera organisée par la Ville selon les modalités suivantes.

Pour définir les opérations préalables à la réception, la Ville organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront la Région, la Ville, la SEMVA et le maître d'oeuvre chargé du suivi du chantier.

.../...

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte rendu qui reprendra les observations présentées éventuellement par la Région et qu'elle entend voir régler avant d'accepter la réception.

La Ville s'assurera ensuite de la bonne mise en oeuvre des opérations préalables à la réception.

La Ville transmettra ses propositions à la Région en ce qui concerne la décision de réception. La Région fera connaître sa décision dans les dix jours suivant la réception des propositions de la ville. Le défaut de décision de la Région dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la Ville.

La Ville établira ensuite la décision de réception (ou de refus) et la notifiera aux entreprises. Copie en sera notifiée à la Région.

La réception emporte transfert à la Ville de la garde des ouvrages. Celle-ci sera libérée dans les conditions fixées à l'article 11 ci-après.

Article 11 : Mise à disposition de l'équipement culturel

11.1. L'équipement culturel est mis à la disposition de la Région dès réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que la Ville ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate dudit équipement. Il est établi, simultanément et contradictoirement entre les parties un procès-verbal de remise de l'équipement culturel.

La mise à disposition emporte transfert à la Région de la garde de l'ouvrage.

11.2. Toutefois, si du fait de la Ville, la mise à disposition ne pouvait intervenir dans le délai fixé à l'article 9, la Région se réserve le droit de prendre possession de l'équipement culturel. Elle devient alors responsable de la garde de l'ouvrage.

Dans ce cas, il appartient à la Ville de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises. La Ville reste tenue à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé de la Région et de la Ville. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réception levées ou restant à lever à la date du constat.

La mise à disposition de l'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région. Entrent dans la mission de la Ville la levée des réserves de réception, et, sous réserve des dispositions de l'article 4, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles. La Région doit lui laisser toutes facilités pour assurer ses obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence de la Région.

.../...

La Ville ne peut être tenue responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

La mise à disposition prend effet à la date du constat contradictoire.

CHAPITRE III - REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Article 12 : Droits à construire

La Ville s'engage à ce que, pour le franc symbolique, les droits à construire correspondant à la réalisation de l'équipement culturel soient cédés à la Région.

La cession fera l'objet d'un acte juridique distinct qui sera passé un mois après l'établissement de l'état descriptif de division en volumes sur plans.

Article 13 : Financement par la Région Echéancier prévisionnel

La Région s'engage à assurer le financement de l'opération selon l'échéancier prévisionnel des dépenses joint en annexe à la présente convention (annexe 5).

L'échéancier prévisionnel des dépenses fait l'objet d'une mise à jour périodique dans les conditions définies à l'article 17. Il fait également apparaître les prévisions de besoins de trésorerie de l'opération.

Article 14 : Avances

Dès la prise d'effet de la présente convention, la Région mandatera directement à la SEMVA une avance d'un montant égal aux premières dépenses prévues telles qu'elles ressortent de l'échéancier prévisionnel joint en annexe 5. La dépense sera imputée au chapitre 907 "Equipement de la Région", ligne 10 "Bâtiments, entretiens, réparations".

La Région Ile-de-France se libérera des sommes dues en application du présent contrat par virement au compte de la SEMVA, Société Générale Paris Villiers compte n° 00020021333.

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier Payeur Général de la Région d'Ile-de-France.

L'avance ainsi consentie sera réajustée périodiquement à l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses prévue à l'article 17, de telle sorte que l'avance corresponde aux besoins de trésorerie de la SEMVA durant la période à venir jusqu'à la mise à jour suivante de l'échéancier et des prévisions de besoins en trésorerie.

Tout retard dans le mandatement des sommes dues au-delà d'un délai de quarante cinq jours pourra donner lieu au paiement d'intérêts moratoires au taux légal.

.../...

Article 15 : Décomptes périodiques - Bilan général

A l'occasion de chaque mise à jour de l'échéancier prévisionnel des dépenses prévues à l'article 17, la Ville fournira à la Région un décompte faisant apparaître :

1. le montant cumulé de dépenses supportées par la SEMVA ;
2. le montant cumulé des versements effectués par la Région à la SEMVA ;
3. le montant de l'avance nécessaire pour couvrir la période à venir.

La Région procédera au mandatement du montant de l'avance dans les 15 jours suivant la réception de la demande accompagnée des pièces justificatives, conformément aux dispositions du décret n° 88.74 du 21 janvier 1988.

En fin de mission, conformément à l'article 17, la Ville établira et remettra à la Région un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses réalisées.

Le bilan général deviendra définitif après accord de la Région et donnera lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties. Le mandatement du solde de l'opération interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par la Région à la Ville dans les conditions fixées à l'article 22 ci-après.

Article 16 : Rémunération de la Ville

Compte tenu des avantages qu'elle doit retirer de l'implantation de l'équipement culturel, le siège social de l'Orchestre National d'Ile-de-France devant être fixé à Alfortville, la Ville renonce à percevoir pour elle-même une rémunération au titre de la présente convention. Cependant, une rémunération est due à la SEMVA pour l'exécution des missions qui lui sont confiées. Son montant est fixé à 2,7 % du coût des travaux. Cette rémunération est incluse dans le coût global des travaux de base et des honoraires correspondants, telle que fixé à l'article 2.1. de la présente convention, et dans le coût estimatif des équipements spéciaux figurant à l'annexe 3.

CHAPITRE IV - CONTROLES, SANCTIONS, FIN DE LA CONVENTION

Article 17 : Transmission de documents

Pendant toute la durée de la convention, avant le 15 du premier mois de chaque trimestre civil, la Ville transmettra à la Région :

.../...

17.1. Un compte rendu de l'avancement de l'opération comportant :

- un bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération ;
- un calendrier prévisionnel actualisé du déroulement de l'opération ;
- un échéancier prévisionnel actualisé et justifié des dépenses restant à intervenir et les besoins en trésorerie correspondants;

- une note de conjoncture indiquant l'état d'avancement de l'opération, les événements marquants intervenus ou à prévoir ainsi que des propositions pour les éventuelles décisions à prendre par la Région pour permettre la poursuite de l'opération dans de bonnes conditions.

La Région doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai d'un mois après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, la Région est réputée avoir accepté les éléments du dossier remis par la Ville.

17.2. Les décomptes visées à l'article 15.

En outre, avant le 15 janvier de chaque année civile, la Ville transmettra à la Région un certificat attestant la réalisation des opérations effectuées au cours de l'année précédente.

17.3. Le bilan général de l'opération visé à l'article 15.

Article 18 : Contrôles de la Région

La Région se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles financier, technique et administratif qu'elle estime nécessaires. La Ville devra donc laisser au représentant de la Région libre accès à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'aux chantiers.

Toutefois, le représentant de la Région ne pourra faire ses observations qu'à la Ville et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celle-ci.

Le représentant de la Région pourra demander à tout moment à la Ville la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

.../...

Article 19 : Pénalités et sanctions

19.1. En cas de manquement de la Ville à ses obligations, la Région pourra lui appliquer des pénalités, selon les modalités suivantes :

a) En cas de retard dans la mise à disposition de l'équipement culturel, telle que prévue à l'article 9 ci-dessus, la Ville sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 30 F par jour de retard.

b) En cas de retard dans la remise des dossiers complets relatifs à l'opération et du bilan général et définitif par rapport au délai fixé à l'article 9, la Ville sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 10 F par jour de retard.

Ces pénalités s'entendent, sans préjudice des dommages-et-intérêts à la charge de la Ville, en cas de retards qui lui seraient imputables.

19.2. Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront être considérés comme imputables à la ville :

- les retards entraînés par les décisions juridictionnelles ;
- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision de la Région dans les délais fixés par la présente convention ;
- les éventuels retards d'obtention d'autorisation administrative dès lors que la Ville ne peut en être tenue pour responsable ;
- les conséquences de mise en redressement ou règlement judiciaire de titulaires de contrats passés par la SEMVA, à condition que celle-ci ait pris immédiatement les dispositions nécessaires pour pallier les éventuelles défaillances d'entreprises ;
- les journées d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur les chantiers.

Article 20 : Résiliation en cas de défaillance de la Ville

Si la Ville est défaillante, et après mise en demeure infructueuse dans le délai imparti, qui ne saurait être inférieur à un mois, la Région peut résilier la présente convention sans indemnité pour la Ville.

La résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation, et la SEMVA est rémunérée de la part de mission accomplie. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la Ville et des travaux réalisés, ainsi qu'à l'apurement consécutif des comptes, sans préjudice des dommages-et-intérêts éventuellement dus à la Région et à l'Orchestre National d'Île-de-France.

.../...

Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que la Ville doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés. Il indique enfin le délai dans lequel la Ville doit remettre l'ensemble des dossiers de l'opération à la Région, qui en est propriétaire.

Article 21 : Résiliation sans faute de la Ville

Dans le cas où la Région ne respecte pas ses obligations, la Ville, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti, qui ne saurait être inférieur à un mois, a droit à la résiliation de la présente convention.

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de la Ville, la résiliation peut intervenir à l'initiative de la Région.

Dans l'un ou l'autre cas, il est fait application des dispositions de l'article 20 deuxième alinéa, ci-dessus.

Il sera procédé, à la résolution de la cession des droits à construire et à un règlement financier des dépenses engagées par la Ville ou la SEMVA pour l'exécution normale de la convention, sans préjudice des dommages-et-intérêts éventuellement dus à la Ville et à la SEMVA.

Article 22 : Achèvement de la mission

La mission de la Ville prend fin par le quitus délivré par la Région ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées aux articles 20 et 21.

Le quitus est délivré à la demande de la Ville après exécution complète de ses missions, et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception;
- mise à disposition des ouvrages ;
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, à caractère technique, administratif et financier, relatifs aux ouvrages.

La Région doit notifier sa décision à la Ville dans les quatre mois suivant la réception de la demande du quitus.

Si, à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la SEMVA et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, la Ville est tenue de remettre à la Région tous les éléments en sa possession et assiste la Région pour que celle-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

.../...

CHAPITRE V - CLAUSES DIVERSES

Article 23 : Assurances

La Ville devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir à la Région la justification de la police unique de chantier que souscrira la SEMVA, et qui devra couvrir la responsabilité de maître d'ouvrage de la Région.

Article 24 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à :

- pour la Région : 33 rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS ;

- pour la Ville : Hôtel de Ville - Place de la Mairie - 94140 ALFORTVILLE.

Article 25 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif de Paris.

Article 26 : Annexes

Sont annexés à la présente convention :

1. Programme
2. Descriptif des travaux de base
3. Descriptif et estimatif des équipements spéciaux
4. Calendrier prévisionnel de réalisation
5. Echancier prévisionnel des dépenses
6. Plan de géomètre.

Copie certifiée conforme
à l'original

Pour le Directeur de l'Administration Générale
L'Adjointe au Directeur

M. BLANCHEMANCHE

Fait à Paris en 5 exemplaires originaux le :

Le Président du Conseil régional
d'Ile-de-France

Pour le Président du Conseil Régional

Le Directeur de Cabinet

Pierre Michel GIRAUD

Le Maire de la Ville
d'Alfortville



René ROUQUET

Annexe 2 au protocole d'accord transactionnel

Avenant n° 1 à la convention de mandat du 24 mars 1994

Rendu exécutoire conformément aux
dispositions de la loi 82.629 du 22.07.
modifiant la loi 82.213 du 2.03.82

P/Le Président du Conseil Régional

**AVENANT A LA CONVENTION DE MANDAT SIGNÉE
ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
ET LA VILLE D'ALFORTVILLE
ET RELATIVE A LA RÉALISATION DE LOCAUX CULTURELS
POUR L'ORCHESTRE NATIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE**

La Directeur-Adjoint de l'Environnement
et de la Culture


Nicole RAYNAUD

ENTRE

La Région d'Île-de-France dont le siège est 33, rue Barbet-de-Jouy 75007
PARIS, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Michel
GIRAUD, dûment habilité par délibération du Conseil Régional d'Île-de-France
en date du 3 mars 1994, n° CP 94.44.

ci-après dénommée la Région

D'une part

ET

la Ville d'Alfortville dont le siège est l'Hôtel de Ville, place de la Mairie 94140
ALFORTVILLE, représentée par le Maire Monsieur René ROUOET, dûment
habilité à cette fin par délibération du Conseil Municipal en date du 2. 10. 93

ci-après dénommée la Ville

D'autre part

Il est préalablement rappelé ce qui suit

Le Conseil Régional d'Île-de-France et la Ville d'Alfortville ont signé en juillet
1992 une convention de mandat dont l'objet est :

- de prévoir les modalités de cession des droits à construire à la Région, en vue
de la réalisation d'un équipement culturel destiné à l'Orchestre National d'Île-
de-France,

- de confier à la Ville, qui l'a accepté le soin de réaliser l'équipement culturel en
état de marche, tel que prévu au programme et à l'enveloppe financière
prévisionnelle annexées à ce texte, au nom et pour le compte de la Région.

En application de l'article 8 de cette convention, une commission a examiné les
offres de diverses entreprises et retenu l'offre du groupement FOUGEROLLE-
VOGEL-XU.

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention initiale afin de permettre un démarrage des travaux dans les meilleurs délais.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I - CLAUSES GENERALES

Article 1er - Objet : sans changement

Article 2 - Programme et enveloppe financière prévisionnelle :

l'article 2 initial est remplacé par les dispositions suivantes :

"l'équipement culturel à réaliser comporte des travaux dont le descriptif est joint en annexes 1 et 2 du présent avenant.

Le coût global des travaux et des frais de maîtrise d'ouvrage (honoraires compris) ainsi définis s'élève à 36 078 000 F TTC.

Ce prix est forfaitaire, non révisable, non actualisable.

La Ville s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme, du calendrier prévisionnel de réalisation et de l'enveloppe financière ainsi définie qu'elle accepte.

L'équipement culturel est facturé à la Région pour un forfait de 34 470 000 F TTC.

La Ville se porte fort de trouver les financements complémentaires nécessaires.

Dans le cas où, au cours de la mission, la Région estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme, à son initiative ou sur proposition de la Ville, un avenant à la présente convention devrait être conclu d'un commun accord entre les parties".

Article 3 - Mission de la Ville :

il est ajouté un 3ème alinéa à l'article 3.2 rédigé comme suit :

La Ville se porte fort d'obtenir l'accord de la SEMVA pour modifier la convention les liant afin de la mettre en conformité avec la convention modifiée par le présent avenant.

Article 4 - Représentation de la Ville et de la Région : sans changement

Article 5 - Terrain d'emprise : sans changement

Article 6 - Durée :

il est ajouté un 2ème alinéa à l'article 6 rédigé comme suit :

Le présent avenant prend effet dans les mêmes conditions.

CHAPITRE II - REALISATION DES TRAVAUXArticle 7 - Approbation de l'A.P.D. : sans changementArticle 8 - Passation des Marchés : sans changementArticle 9 - Délais d'exécution :

l'article 9 initial est modifié comme suit :

1er alinéa : les termes "à compter de la prise d'effet de la présente convention" sont remplacés par "à compter de la prise d'effet du présent avenant".

Le reste de l'article est sans changement.

Article 10 - Accord sur la réception de l'équipement culturel : sans changementArticle 11 - Mise à disposition de l'équipement culturel : sans changementCHAPITRE III - REGIME FINANCIER ET COMPTABLEArticle 12 - Droits à construire : sans changementArticle 13 - Financement par la Région - Echancier prévisionnel :

l'article 13 initial est modifié comme suit :

1er alinéa : les termes "joint en annexe à la présente convention" sont remplacés par "joint en annexe au présent avenant" (annexe n° 5).

Le reste de l'article est sans changement.

Article 14 - Avances :

l'article 14 initial est modifié comme suit :

1er alinéa : les termes "dès la prise d'effet de la présente convention" sont remplacés par "dès la prise d'effet du présent avenant".

Le reste de l'article est sans changement.

Article 15 - Décomptes périodiques - Bilan général : sans changement

Article 16 - Rémunération de la Ville :

l'article 16 initial est remplacé par les dispositions suivantes :

Compte-tenu des avantages qu'elle doit retirer de l'implantation de l'équipement culturel, le siège social de l'Orchestre National d'Ile-de-France devant être fixé à Alfortville, la Ville renonce à percevoir pour elle-même une rémunération au titre de la convention initiale et de son avenant. Cependant, une rémunération est due à la SEMVA pour l'exécution des missions qui lui sont confiées. Son montant est fixé à 2,7 % du coût des travaux et est inclus dans le coût global des travaux et des honoraires fixé à l'article 2.

Le reste de l'article est supprimé.

CHAPITRE IV - CONTROLES, SANCTIONS, FIN DE LA CONVENTION

Article 17 - Transmission de documents : sans changement

Article 18 - Contrôles de la Région : sans changement

Article 19 - Pénalités et sanctions : sans changement

Article 20 - Résiliation en cas de défaillance de la Ville : sans changement

Article 21 - Résiliation sans faute de la Ville : sans changement

Article 22 - Achèvement de la mission : sans changement

CHAPITRE V - CLAUSES DIVERSES

Article 23 - Assurances :

l'article 23 initial est modifié comme suit :

les termes "dans le mois qui suivra la notification de la présente convention" sont remplacés par "dans le mois qui suivra la notification du présent avenant".

Article 24 - Election de domicile : sans changement

Article 25 - Règlement des litiges : sans changement

Article 26 - Annexes :

l'article 26 initial est remplacé par les dispositions suivantes :

"sont annexés à la présente convention complétée de son avenant"

- 1) programme
- 2) descriptif des travaux
- 3) sans objet
- 4) calendrier prévisionnel de réalisation
- 5) échéancier prévisionnel des dépenses
- 6) plan de géomètre

Article 27 - Nouvel article - Stationnement :

la Ville se porte fort de la mise à disposition gratuite au profit de l'Orchestre National d'Ile-de-France, pour une durée illimitée, de dix places de stationnement, en sous-sol de l'équipement culturel.

Tous les autres termes et conditions de la convention initiale demeurent inchangés.

Fait à Paris en 5 exemplaires originaux, le 26 mars 1996

LE PRESIDENT DU CONSEIL
REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

Michel GIRAUD

LE MAIRE DE LA VILLE
D'ALFORTVILLE

René ROUQUET

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DEPARTMENT OF CHEMISTRY

RESEARCH REPORT NO. 1000

BY J. H. HARRIS

AND R. M. HARRIS

CHICAGO, ILLINOIS

1955

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

CHICAGO, ILLINOIS

1955

CHICAGO, ILLINOIS

ANNEXE 1

PROGRAMME TABLEAU DES SURFACES

ZONE FONCTIONNELLE A: SALLES ET SERVICES		Surfaces utiles en m ²
SALLE DE REPETITION PRINCIPALE		
Répétition et chœur		356
Balçon		98
sanitaires publics		23
Accueil public		17
SALLE DE REPETITION PARTIELLE		119
SALLE DE REPETITION PERCUSSION (y/c rangement)		43
SALLE DE REPETITION HARMONIE		51
LOCAL DE STOCKAGE		
Rangement tribunes et flying cases		104
Rangement affiches et matériel de promotion		4,5
ATELIER DE REPARATION ET ENTRETIEN INSTRUMENTS		19,5
REGIE		
Régisseur général		16
Chef du personnel artistique		15,5
Régisseur adjoint		16
Garçons d'orchestre et vestiaires personnel		19
Rangement		4
Local technique		5,5
Régie son		47,5
AIRE DE CHARGEMENT ET STATIONNEMENT		
1 camionnette et 1 PL de 19 T		107
LOGES		
Loge Chef invité		16
3 loges		39
Sanitaires		8
BIBLIOTHEQUE		81
FOYER MUSICIENS		
Espace détente et vestiaires		157
Sanitaires		49
LOCAL SYNDICAL		15
TOTAL ZONE FONCTIONNELLE A		1430,5

ANNEXE 1 TABLEAU DES SURFACES

ZONE FONCTIONNELLE B: ADMINISTRATION

Administration générale	27
Délégué/administration budget	16
secrétaire administrative	12
Comptables	33
Déléguée production	13
Assistante de production	19,5
Responsable pédagogique	14,5
Communication	30
Conseiller programmation	12,5
Direction artistique	15
Accueil, standard, reprographie	12
Bureaux	30
Salle de réunion, réception	47
Cuisine, détente	15,5
Archives	31
Entretien	3,5
Sanitaires	18

TOTAL ZONE B	349,5
---------------------	--------------

TOTAL	1780
--------------	-------------

ANNEXE 2

DESCRIPTIF DES TRAVAUX

- Fondations par pieux,
- Structures Béton Armé (infrastructure, voiles, poteaux, planchers, escaliers),
- Un ascenseur,
- Etanchéité multicouche avec protection gravillonnée,
- Doublage pour isolation thermique,
- Cloisonnements "Placoplan" et/ou parpaings enduits selon emplacements,
- Faux plafond selon emplacements,
- Menuiseries extérieures en aluminium laqué avec double vitrage,
- Menuiseries intérieures en bois avec huisseries en bois ou métalliques,
- Plomberie sanitaire avec appareils en céramique blanche,
- Porte de garage et métalleries diverses,
- Electricité : à partir du transformateur mis en place par l'aménageur, tableau général B.T. et installation intérieure en ordre de marche,
- Chauffage à eau chaude et énergie gaz,
- Conditionnement des salles :
 - . répétition générale
 - . répétition partielle
 - . répétition harmonie
 - . répétition percussion
 - . régie son
- Ventilation mécanique contrôlée des autres locaux sauf garage,
- Installation courants faibles :
 - . détection incendie
 - . téléphone y compris postes
 - . anti-intrusion
 - . pré-câblage informatique
 - . sonorisation (diffusion et écoute restreintes)
 - . contrôle vidéo
- Carrelage au sol et faïence en dosseret dans les locaux sanitaires,
- Parquet dans la grande salle. Moquette bouclée (U3, P3) ou revêtement thermoplastique (U4, P3) dans les autres locaux,
- Revêtements muraux et/ou peinture de toutes les surfaces intérieures,
- Façades en béton brut ou teinté, en enduit blanc, suivant localisations,
- Traitement acoustique des salles de répétition

ANNEXE 4

CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Signature de l'avenant à la convention	février 1994	M 0
Dépôt du permis de construire	mars 1994	M 1
Obtention du permis de construire	juin 1994	M 4
Fin du délai de recours des tiers : démarrage du chantier, début des terrassements-fondations	août 1994	M 6
Fin des terrassements-fondations, début du gros oeuvre infrastructure	octobre 1994	M 8
Début du gros oeuvre superstructure	décembre 1994	M 10
Fin du gros oeuvre infrastructure, début des corps d'état secondaires	janvier 1995	M 11
Fin du gros oeuvre superstructure	mars 1995	M 13
Fin des corps d'état secondaires	juillet 1995	M 17
Finitions et réception du bâtiment	août 1995	M 18

ANNEXE 5

CALENDRIER PREVISIONNEL DES PAIEMENTS

	Mois et année		en MF
M 0	Février	1994	1,2
M 1	Mars	1994	2,2
M 2	Avril	1994	0
M 3	Mai	1994	1,2
M 4	Juin	1994	0
M 5	Juillet	1994	2,2
M 6	Août	1994	7
M 7	Septembre	1994	2,2
M 8	Octobre	1994	2,2
M 9	Novembre	1994	2,8
M 10	Décembre	1994	3
	En 1994		24
M 11	Janvier	1995	2,5
M 12	Février	1995	2,5
M 13	Mars	1995	2
M 14	Avril	1995	1
M 15	Mai	1995	1
M 16	Juin	1995	0,5
M 17	Juillet	1995	0,5
M 18	Août	1995	0,470
	En 1995		10,470
	TOTAL		34,470

Annexe 3 au protocole d'accord transactionnel

Jugement du tribunal administratif de Melun n° 1607690 du 15 mars 2018

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°1607690

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

REGION ILE-DE-FRANCE

Mme Diniz
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Melun
(2^{ème} chambre)

Mme Bruston
Rapporteur public

Audience du 22 février 2018
Lecture du 15 mars 2018

39-04-02
C+

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés le 16 septembre 2016, le 19 octobre 2017 et le 7 décembre 2017, la région Ile-de-France demande au tribunal dans le dernier état de ses écritures :

1°) d'annuler la décision du 18 juillet 2016 par laquelle le maire de la commune d'Alfortville a résilié l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992 relative aux conditions de réalisation de l'équipement culturel destiné à l'orchestre national d'Ile-de-France ;

2°) d'ordonner la reprise des relations contractuelles avec la commune d'Alfortville ;

3°) à titre subsidiaire, de condamner la commune d'Alfortville à lui verser une somme de 1 089 000 euros en réparation du préjudice subi.

Elle soutient que :

- la décision de résiliation a été prise par une autorité incompétente, le maire n'ayant pas été préalablement autorisé par son conseil municipal ;
- elle n'est pas motivée ;
- elle est contraire aux articles 20 et 21 de la convention de mandat ;
- elle est infondée ;

- la gravité des vices constatés justifie que soit ordonnée la reprise des relations contractuelles ;
- la reprise des relations contractuelles ne porte pas une atteinte excessive à l'intérêt général ;
- la région Ile-de-France est fondée, au cas où il ne serait pas fait droit à sa demande de reprise des relations contractuelles, à obtenir la réparation du préjudice causé par la décision de résiliation fautive attaquée.

Par des mémoires en défense, enregistrés le 20 décembre 2016 et le 10 novembre 2017, la commune d'Alfortville, représentée par Me Vandepoorter, conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 5 000 euros soit mise à la charge de la région Ile-de-France au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- la requête, dirigée contre un acte de gestion du domaine privé communal dont le contentieux relève de la seule compétence de l'ordre judiciaire, est irrecevable ;
- le maire était compétent pour mettre fin à l'occupation par la région Ile-de-France des dix places de stationnement sur son domaine privé ;
- la décision de résiliation attaquée est suffisamment motivée ;
- la convention du 27 août 1992 et son avenant du 24 mars 1994 étaient caducs à la date de la décision attaquée ;
- l'article 20 de la convention, qui porte sur le pouvoir de résiliation de la région Ile-de-France en cas de défaillance de la commune, n'est pas applicable au présent litige ;
- l'article 21 de cette convention n'est pas non plus applicable ;
- en tout état de cause, aucun des vices allégués n'est susceptible de conduire à l'obligation de reprise des liens contractuels ;
- la décision de résilier la mise à disposition gratuite des places de stationnement est motivée par des considérations d'intérêt général ;
- à titre subsidiaire, la région Ile-de-France ne subit aucun préjudice direct du fait de cette décision de résiliation, les parkings étant mis à disposition de l'ONDIF et non de la région.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code général des collectivités territoriales ;
- le code civil ;
- le code des relations entre le public et l'administration ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Diniz,
- les conclusions de Mme Bruston, rapporteur public,
- les observations de Mme Bagneris, représentant la région Ile-de-France, et de Me Guillerm, représentant la commune d'Alfortville.

1. Considérant que par une convention de mandat du 27 août 1992, la région Ile-de-France a confié à la commune d'Alfortville la réalisation d'un équipement culturel situé 17-19 rue des écoles de cette commune ; que cette convention a fait l'objet d'un avenant du 24 mars 1994 insérant notamment un article 27 relatif au stationnement en vertu duquel la commune s'est portée fort de la mise à disposition gratuite de dix places de stationnement en sous-sol de l'équipement culturel au profit de l'orchestre national d'Ile-de-France pour une durée illimitée ; que par acte notarié des 6 et 21 avril 1995, le bâtiment a été cédé par la commune à la région Ile-de-France pour un euro symbolique tandis que la ville conservait la propriété de l'assiette foncière du terrain et des parkings souterrains ; que la commune d'Alfortville ayant décidé de céder l'ensemble du parking, elle a proposé à la région Ile-de-France de s'en porter acquéreur ; que la région Ile-de-France n'ayant pas donné suite, le maire de la commune d'Alfortville a, par décision du 18 juillet 2016, résilié l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992 afin de poursuivre la vente de ce parking ; que par la présente requête, la région Ile-de-France doit être regardée comme demandant, à titre principal, d'ordonner la reprise des relations contractuelles et, à titre subsidiaire, de condamner la commune d'Alfortville à lui verser une somme de 1 089 000 euros en réparation du préjudice subi ;

Sur la compétence de la juridiction administrative et la caducité du contrat :

2. Considérant, d'une part, que le litige né de l'exécution d'un marché de travaux publics et opposant des participants à l'exécution de ces travaux relève de la compétence de la juridiction administrative, quel que soit le fondement juridique de l'action engagée, sauf si les parties en cause sont unies par un contrat de droit privé ;

3. Considérant qu'ainsi qu'il a été dit, par une convention de mandat du 27 août 1992, la région Ile-de-France a confié à la commune d'Alfortville la réalisation d'un équipement culturel situé au 17-19 rue des écoles de cette commune ; que cette convention a fait l'objet d'un avenant du 24 mars 1994 insérant notamment un article 27 relatif au stationnement en vertu duquel la commune s'est portée fort de la mise à disposition gratuite de dix places de stationnement en sous-sol de l'équipement culturel au profit de l'orchestre national d'Ile-de-France pour une durée illimitée ; que ce contrat et son avenant, qui ont pour objet la réalisation de travaux publics sur un terrain de la commune d'Alfortville, forment un même ensemble contractuel relevant de la compétence de la juridiction administrative ; que les stipulations de l'article 27 inséré par ledit avenant ne sont pas divisibles de cet ensemble dès lors qu'il ressort de la commune intention des parties révélée par les termes mêmes de la convention, en particulier de son article 16 prévoyant l'absence de rémunération de la commune, que cette clause est la contrepartie des avantages que la commune doit retirer de l'implantation de cet équipement culturel sur son territoire ; que par suite, l'exception d'incompétence opposée par la commune d'Alfortville doit être écartée ;

4. Considérant, d'autre part, qu'en application de l'article 6 de la convention de mandat relatif à sa durée, cette convention « *prend fin par la délivrance du quitus à la ville* » ; qu'il est constant qu'après la réception des travaux, l'équipement culturel a été mis à disposition de la région Ile-de-France par la commune en vertu d'un procès-verbal signé par les deux parties le 1er août 1996 ; qu'en l'absence d'événements postérieurs faisant obstacle à l'achèvement de la mission de la commune, la signature de ce procès-verbal de mise à disposition par la région doit être regardée comme valant délivrance d'un quitus au sens de l'article 6 de la convention ; que dans ces conditions, la commune d'Alfortville est fondée à soutenir que la convention de mandat est devenue caduque à cette date ; que toutefois, cette caducité n'emporte pas caducité de l'article 27 inséré par l'avenant du 24 mars 1994 dès lors qu'il ressort des termes mêmes de cet

article que l'engagement pris par la commune d'Alfortville est à durée illimitée et que l'avenant ne précise pas qu'il prend fin dans les mêmes conditions que la convention de mandat ; que par suite, la commune d'Alfortville n'est pas plus fondée à soutenir que la demande de reprise des relations contractuelles est devenue sans objet du fait de la caducité de son engagement contractuel ;

Sur la validité de la mesure de résiliation :

5. Considérant qu'aux termes de l'article 1119 du code civil tel qu'alors en vigueur : *« On ne peut, en général, s'engager, ni stipuler en son propre nom, que pour soi-même. »* ; qu'aux termes de l'article 1120 du même code tel qu'alors en vigueur : *« Néanmoins, on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci ; sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement. »* ; qu'aux termes de l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992 telle que modifiée par l'avenant du 24 mars 1994 : *« La ville se porte fort de la mise à disposition gratuite au profit de l'Orchestre National d'Ile-de-France, pour une durée illimitée, de dix places de stationnement, en sous-sol de l'équipement culturel »* ;

6. Considérant, en premier lieu, qu'aux termes de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales dans sa rédaction applicable à la date de la décision de résiliation : *« Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat : (...) 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ; (...) Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal. »* ;

7. Considérant que la décision de résiliation litigieuse d'une promesse de porte-fort au sens de l'article 1119 du code civil ne porte pas sur un des contrats pour lesquels le maire de la commune d'Alfortville a reçu délégation du conseil municipal par une délibération du 5 avril 2014 prise en application de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales précité ; que, par ailleurs, il ne résulte pas de l'instruction que le conseil municipal de la commune d'Alfortville ait autorisé par une délibération expresse son maire à signer la décision de résiliation litigieuse ; que par suite, la région Ile-de-France est fondée à soutenir que cette décision est entachée d'incompétence ;

8. Considérant, en deuxième lieu, que la décision de résiliation litigieuse d'une promesse de porte-fort, qui n'a ni le caractère d'une décision infligeant une sanction, ni celui d'une décision abrogeant ou retirant une décision créatrice de droits, n'est pas au nombre des décisions administratives qui doivent être motivées en application des dispositions de l'article L. 211-2 du code des relations entre le public et l'administration ; qu'en tout état de cause, la décision du 18 juillet 2016 du maire de la commune d'Alfortville, qui indique que pour finaliser la cession par la ville des 37 places de stationnement situées en sous-sol du bâtiment de l'orchestre national d'Ile-de-France, il est nécessaire de mettre un terme à la mise à disposition gratuite par la ville au conseil régional de dix places de stationnement en vertu de la convention de mandat du 27 août 1992 et de l'article 27 de son avenant du 24 mars 1994, est suffisamment motivée ; que le moyen tiré du défaut de motivation ne peut, par suite, qu'être écarté ;

9. Considérant, en troisième lieu, que si la région Ile-de-France soutient que la décision de résiliation litigieuse n'a pas été prise dans le respect de la procédure prévue par les articles 20 et 21 de la convention de mandat du 27 août 1992, ces deux articles étaient devenus caducs antérieurement à la date de la résiliation contestée en application de l'article 6 de la convention et, en tout état de cause, ils n'étaient pas applicables, l'article 20 étant relatif au droit de résiliation de la région Ile-de-France en cas de défaillance de la commune d'Alfortville et l'article 21 concernant la résiliation sans faute au bénéfice de la commune d'Alfortville en cas de non-respect par la région Ile-de-France de ses obligations ;

10. Considérant, en quatrième lieu, qu'ainsi qu'il a été dit, la décision de résiliation litigieuse est motivée par la cession par la ville de l'ensemble des 37 places de stationnement situées en sous-sol du bâtiment de l'orchestre national d'Ile-de-France, y compris les dix places faisant l'objet de l'article 27 inséré par l'avenant du 24 mars 1994 dans la convention de mandat du 27 août 1992 ; que la commune a fait par ailleurs valoir dans ses écritures pour justifier que cette cession était motivée par un motif d'intérêt général, qu'elle répondait à une volonté de rationalisation du patrimoine communal et présentait un intérêt financier pour elle qui n'avait pas l'utilité de ces places de stationnement et n'en retirait aucune ressource ; que, toutefois, la clause ainsi résiliée, par laquelle la commune ne s'est pas engagée à mettre les places de stationnement en cause à la disposition de l'orchestre national d'Ile-de-France, mais s'est portée fort de cette mise à disposition, doit être ainsi être regardée comme souscrite au cas où ces places feraient l'objet notamment d'une cession ou d'une concession ; qu'ainsi, leur cession ne saurait justifier sa résiliation ; qu'il suit de là que la décision de résiliation litigieuse ne peut être regardée comme fondée sur un motif d'intérêt général ;

11. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la résiliation par le maire de la commune d'Alfortville de l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992 relative aux conditions de réalisation de l'équipement culturel destiné à l'orchestre national d'Ile-de-France est entachée d'un vice d'incompétence et est dépourvue de fondement légal ;

Sur la reprise des relations contractuelles :

12. Considérant que lorsqu'il est saisi par une partie d'un recours de plein contentieux contestant la validité d'une mesure de résiliation et tendant à la reprise des relations contractuelles et qu'il constate que cette mesure est entachée de vices, il incombe au juge du contrat de déterminer s'il y a lieu de faire droit, dans la mesure où elle n'est pas sans objet, à la demande de reprise des relations contractuelles, à compter d'une date qu'il fixe, ou de rejeter le recours, en jugeant que les vices constatés sont seulement susceptibles d'ouvrir, au profit du requérant, un droit à indemnité ; que dans l'hypothèse où il fait droit à la demande de reprise des relations contractuelles, il peut également décider, si des conclusions sont formulées en ce sens, que le requérant a droit à l'indemnisation du préjudice que lui a, le cas échéant, causé la résiliation, notamment du fait de la non-exécution du contrat entre la date de sa résiliation et la date fixée pour la reprise des relations contractuelles ; que pour déterminer s'il y a lieu de faire droit à la demande de reprise des relations contractuelles, le juge du contrat doit apprécier, eu égard à la gravité des vices constatés et, le cas échéant, à celle des manquements du requérant à ses obligations contractuelles, ainsi qu'aux motifs de la résiliation, si une telle reprise n'est pas de nature à porter une atteinte excessive à l'intérêt général et, eu égard à la nature du contrat en cause, aux droits du titulaire d'un nouveau contrat dont la conclusion aurait été rendue nécessaire par la résiliation litigieuse ;

13. Considérant que contrairement à ce que soutient la commune d'Alfortville en défense, la cession de l'ensemble des 37 places de stationnement situées en sous-sol du bâtiment de l'orchestre national d'Ile-de-France, y compris les dix places litigieuses, à la société Finapark ne fait pas obstacle au prononcé de la reprise des relations contractuelles entre la région Ile-de-France et la commune d'Alfortville telles qu'issues de l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992, compte tenu de la nature des obligations que la promesse de porte-fort fait peser sur la commune ; qu'une telle reprise n'est pas non plus de nature à porter une atteinte excessive à l'intérêt général, la commune pouvant notamment continuer de prendre en charge la mise à disposition gratuite des dix places de stationnement litigieuses comme elle l'a fait depuis la fin des travaux ; qu'ainsi, eu égard par ailleurs à la gravité des deux vices entachant la mesure de résiliation litigieuse, il y a lieu d'ordonner la reprise des relations contractuelles sur le fondement de l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992, telle que modifiée par l'avenant du 24 mars 1994, à compter de la notification du présent jugement ;

Sur les conclusions indemnitaires :

14. Considérant que la région Ile-de-France ne demande la condamnation de la commune d'Alfortville à lui verser une somme de 1 089 000 euros en réparation du préjudice subi du fait de la mesure de résiliation litigieuse qu'à titre subsidiaire et dans l'hypothèse d'un rejet de sa demande de reprise des relations contractuelles ; que compte tenu de ce qu'il est fait droit par le présent jugement à cette dernière demande, il n'y a pas lieu de statuer sur les conclusions indemnitaires de la région Ile-de-France ;

Sur l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

15. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de la région Ile-de-France, qui n'est pas, dans la présente instance, la partie perdante, la somme que la commune d'Alfortville demande au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est enjoint à la commune d'Alfortville de reprendre les relations contractuelles avec la région Ile-de-France sur la base de l'article 27 de la convention de mandat du 27 août 1992 à compter de la notification du présent jugement.

Article 2 : Les conclusions de la commune d'Alfortville présentées sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à la région Ile-de-France et à la commune d'Alfortville.

Délibéré après l'audience du 22 février 2018, à laquelle siégeaient :

M. Jarrige, président,
Mme Renvoise, conseiller,
Mme Diniz, conseiller.

Lu en audience publique le 15 mars 2018.

Le rapporteur,

Le président,

I. Diniz

A. Jarrige

Le greffier,

P. Armand

La République mande et ordonne au préfet du Val-de-Marne en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Le greffier,

P. Armand

Annexe 4 au protocole d'accord transactionnel

Plan de localisation des places de stationnement en surface mises à disposition

ORCHESTRE NATIONAL
D'ILE-DE-FRANCE

3 PLACES RESERVES ONDIF

RUE DES ECOLES

ORCHESTRE NATIONAL
D'ILE DE FRANCE

AUDITORIUM
ENTRÉE DU PUBLIC



Rue des Écoles

Annexe 5 au protocole d'accord transactionnel

Courrier du Maire d'Alfortville à la présidente de Région du 7 juillet 2025

Madame la Présidente
Valérie PÉCRESSE
Conseil régional d'Ile-de-France
2 rue Simone Veil
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Le Maire

Nos réf : DAJ/LC/LS/BH/VT/VET/2025/71

Objet : Région Ile-de-France c/ commune d'Alfortville – affaire n°2205843 (TA Melun ; exécution)
Accord de principe sur le protocole d'accord transactionnel (stationnement ONDIF)

Lettre recommandée avec AR
et transmission par courriel

Alfortville, le

07 JUL. 2025

Chère Madame la Présidente, Chère Valérie,

Dans le dossier cité en objet, et après les échanges entre nos services respectifs ayant abouti à la rédaction d'un projet d'accord transactionnel afin de résoudre le contentieux en cause lié aux possibilités de stationnement des services de l'établissement régional de l'Orchestre National d'Ile-de-France (ONDIF), j'ai l'honneur par la présente de vous indiquer que je donne mon accord de principe à la signature de ce protocole en son dernier état de rédaction.

Celui-ci sera inscrit à l'ordre du jour pour son approbation par le conseil municipal lors de la séance qui sera convoquée pour le mardi 30 septembre 2025.

Je me félicite que nous ayons pu trouver cet accord sur la base suivante, et pour rappel :

- la mise à disposition à l'ONDIF de 7 places de stationnement dans le parking de sous-sol du bâtiment sis 1 rue du 14 juillet à Alfortville, par une convention prise par la commune auprès du bailleur LOGIAL ;
- la réservation de 3 emplacements de stationnement en surface qui seront matérialisés au sol dans les conditions figurant aux pièces graphiques annexées au protocole.

Je vous saurai gré d'assurer l'intervention de vos services auprès du Tribunal statuant sur ce litige afin de l'informer de l'existence de cet accord. Soyez assurée que mes services seront mobilisés pour assurer la pérennité de ces mesures et ainsi garantir la fin des relations contentieuses qui avaient trait dans ce dossier entre nos institutions.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de ma considération distinguée.

amitiés

Luc Carvounas

LUC CARVOUNAS

